

F.Fillon "le leader de la filière nucléaire c'est l'Etat"

François Fillon visite le chantier de l'EPR de Flamanville le jeudi 26 novembre 09.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord vous dire, avant de répondre à vos questions, quelques mots sur les raisons de ma venue à Flamanville.

Je suis d'abord et avant tout venu ici pour rendre hommage aux équipes qui incarnent le renouveau industriel et énergétique de la France.

Flamanville, c'est un chantier gigantesque qui est aujourd'hui à peu près à mi-parcours.

C'est déjà 6 millions d'heures de travail !

Ce sont 2.500 personnes qui travaillent chaque jour, pour que les délais soient tenus, et que le démarrage de ce nouveau réacteur ait bien lieu en 2012, et pour que les nouvelles productions d'électricité soient assurées sur le réseau en 2013.

Flamanville, c'est un chantier pionnier, c'est «un chantier que le monde entier regarde», avait dit le Président de la République lors de sa visite sur ce site au mois de février.

C'est le premier réacteur EPR sur le sol français. Et ce sera aussi, dans le monde, l'un des premiers à entrer en fonctionnement.

Et donc, vous le voyez, rendre hommage à un tel chantier suffisait déjà largement à justifier ma visite !

Mais elle a un autre objectif qui est de saluer le nouveau PDG d'EDF, Henri Proglio, et de lui adresser, au nom du Gouvernement tous nos vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions.

En nommant Henri Proglio, le Gouvernement a fait un choix, c'est le choix de l'expérience et de la compétence industrielle. Et nous pensons que c'est le profil dont EDF avait besoin à ce moment de son existence.

Pierre Gadonneix avait conduit, avec succès, la transformation de l'entreprise en société anonyme. Aujourd'hui, la priorité est à la mobilisation d'EDF autour de quelques objectifs stratégiques, dont un objectif principal qui est le renouveau du nucléaire dont l'EPR est le symbole.

Je sais que des interrogations ont vu le jour récemment sur la question essentielle de la sûreté.

Ces interrogations ont concerné notamment la déclaration conjointe de trois autorités de sûreté sur le «contrôle commande» de l'EPR.

Je voudrais d'abord dire une chose sur ce sujet : c'est une bonne chose d'avoir des autorités de sûreté exigeante. Et le dialogue entre l'autorité de sûreté et EDF est un dialogue franc, ouvert, public. C'est de cette façon que l'on obtiendra les solutions les plus sûres, et c'est ainsi que l'on garantira à notre EPR les meilleurs standards, qui sont justement ceux dont on a besoin pour le vendre à l'échelle mondiale.

Je me félicite de l'indépendance totale de notre Autorité de sûreté et je veux dire que sa compétence est reconnue dans le monde entier.

Je veux d'ailleurs saluer le travail de toutes les instances qui font que nous avons, en France, le dispositif de surveillance et d'information le plus complet au monde. Je pense à l'expertise de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, je pense aux travaux du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire, et je pense aussi aux commissions locales d'information.

Aucune interrogation n'est et ne doit être tenue secrète.

La transparence, c'est le gage de la sécurité mais c'est aussi l'instrument de l'excellence.

Il faut le rappeler : avec l'EPR, la sûreté du nucléaire civil sera encore plus grande et atteindra un degré extrêmement élevé.

Notre EPR est le réacteur de troisième génération le plus sûr au monde, et tout est fait pour améliorer encore cette sécurité. Les recommandations émises participent de ce travail collectif d'amélioration continue de la performance et de la sûreté de notre réacteur.

Le message que je voulais donc délivrer, avec Christine Lagarde et au nom aussi de J.-L. Borloo qui est avec le président de la République : nous avons confiance dans l'EPR.

Nous avons confiance dans la capacité d'EDF et d'Areva à mener à bien ce projet, ici à Flamanville.

Et nous avons besoin de réussir ce chantier parce que notre parc de centrales nucléaires, c'est normal, commence à vieillir.

Nous avons 58 réacteurs répartis sur 19 sites.

Ils sont, pour l'essentiel, l'héritage du programme lancé dans les années 1970. L'âge moyen de mise en service est de vingt ans. Mais certaines centrales ont maintenant trente ans ou presque, comme celle de Fessenheim, la plus ancienne en France en fonctionnement.

Nous étudierons bien entendu la possibilité de prolonger la durée de leur fonctionnement, mais je veux dire que la décision dépendra directement de l'avis de l'autorité de sûreté.

Mais pour nous, la priorité doit être donnée à l'innovation !

C'est une nécessité scientifique, c'est une évidence industrielle, et c'est une évidence en matière de sûreté.

C'est pour cette raison qu'après Flamanville, un second réacteur EPR sera mis en chantier en 2012 et entrera en service en 2017, à Penly, en Seine-Maritime.

Et s'il nous faut concentrer sur l'EPR, notre attention et nos efforts, c'est bien sûr parce que ce projet concerne un secteur stratégique.

Il est d'abord stratégique parce que c'est la continuité de notre politique d'indépendance. Cette politique qui a été lancée par le général de Gaulle et mise en œuvre ensuite par Pierre Messmer à l'époque des chocs pétroliers, c'est grâce à cette politique d'indépendance que nous sommes depuis longtemps autonomes en ce qui concerne notre approvisionnement en électricité.

Ce choix historique, il nous donne un avantage extrêmement précieux au moment où le nucléaire civil connaît un renouveau remarquable à l'échelle mondiale.

Notre rang dans la compétition internationale : c'est le deuxième enjeu après l'indépendance.

Nous avons des savoir-faire qui sont enviés partout dans le monde.

Nous avons, avec EDF et avec AREVA, les entreprises qui ont des positions de leadership remarquables. Eh bien la stratégie du Gouvernement, c'est de les préserver et c'est même de les renforcer.

Avec l'EPR, nous avons des marchés à conquérir, nous avons des emplois à créer, nous avons des recherches à développer.

Mais il faut aussi que, parallèlement, nous trouvions les ressources pour réfléchir dès aujourd'hui au nucléaire de demain.

Il faut que nous ayons toujours une longueur d'avance.

Il faut que les réacteurs de quatrième génération fassent maintenant l'objet de nos recherches, au sein du Commissariat à l'énergie atomique comme au sein de nos entreprises. Et d'ailleurs, dans cet esprit, je souhaite comme l'ont suggéré Michel Rocard et Alain Juppé, que ces recherches puissent bénéficier des moyens qui seront dégagés pour le grand programme d'investissements d'avenir que nous sommes en train de finaliser.

Si le nucléaire est, plus que jamais, un secteur d'avenir, et si l'EPR développé par nos entreprises a un rôle stratégique à jouer, c'est enfin parce le monde entier cherche à réduire ses émissions de CO2.

Et grâce à notre dispositif nucléaire civil, nous avons une électricité très faiblement carbonée.

Nous sommes parmi les rares pays qui aujourd'hui respectent le protocole de Kyoto. Et c'est d'ailleurs pour cela que nous allons à la Conférence de Copenhague avec des objectifs ambitieux, parce que non seulement nous, nous avons des objectifs ambitieux, mais nous avons fait la démonstration que nous étions capables de les tenir.

Nous sommes en mesure de tenir les objectifs que nous nous sommes fixés à l'échelle européenne: une diminution de 20% des émissions de carbone en 2020 par rapport aux chiffres de 1990.

Pour cela, notre stratégie est simple : d'un côté, renforcer notre capacité nucléaire; et de l'autre, développer les énergies renouvelables, et promouvoir activement les économies d'énergie.

La réussite de l'EPR, ce sera une part déterminante de la réussite d'Henri Proglio à la tête d'EDF.

Pour l'Etat, votre actionnaire principal, monsieur le président, votre premier objectif devra être d'améliorer la disponibilité et la compétitivité du parc de production existant.

Le coefficient de disponibilité des centrales diminue depuis trois ans. Aujourd'hui il est en deçà de 80%. Ce n'est pas assez : il faudrait repasser rapidement la barre des 80%, et se fixer comme objectif d'atteindre les 85% en 2012.

Le second objectif, tout aussi important, est de renforcer les compétences, la formation et la transmission des savoirs dans l'entreprise.

Cette exigence est particulièrement forte dans les métiers de l'ingénierie-construction qui permettront à EDF de rester un acteur majeur de la renaissance mondiale du nucléaire.

La mobilisation des salariés d'EDF autour d'une grande ambition industrielle et sociale devra aussi être l'un de vos objectifs. Je souhaite qu'EDF donne l'exemple d'un service public innovant, ambitieux et efficace.

Enfin, EDF devra également se mettre en position de relever le défi de la concurrence en proposant une offre au meilleur prix, alors que se profile en 2010 une nouvelle organisation des marchés de l'électricité.

La sécurité de l'approvisionnement et l'amélioration des réseaux de distribution nécessiteront également un effort d'investissement particulier.

Et enfin, dans la droite ligne du Grenelle de l'Environnement, EDF doit être au cœur de la croissance verte.

En proposant des solutions innovantes pour économiser l'énergie.

En produisant davantage d'énergie renouvelable.

Et en contribuant au succès du plan "véhicules décarbonés".

Comme en favorisant, d'une façon plus générale, l'excellence de la recherche française dans tous ces différents domaines.

Mais au-delà d'EDF, je veux dire que la chance unique de notre pays c'est d'être doté d'une filière nucléaire exceptionnelle. L'EPR et Flamanville en sont d'ailleurs le symbole.

Cette filière, elle a été structurée et elle est conduite par l'Etat, parce que dans notre pays, l'Etat estime que c'est sa responsabilité que d'assurer la cohérence du fonctionnement de la filière nucléaire. Une centrale

nucléaire, ce n'est pas une usine de voitures automobiles, ce n'est pas une usine de trains ou de produits alimentaires. C'est une technologie complexe, c'est un service public, c'est un atout stratégique pour l'avenir de notre pays.

EDF joue dans cette filière un rôle central compte tenu de son statut de premier exploitant nucléaire mondial et de sa référence incontestée au plan international.

Areva, dont je veux saluer la Présidente du directoire, Anne Lauvergeon, est également un acteur majeur.

Je veux dire que le modèle intégré sur lequel le groupe a été bâti en fait un acteur unique du secteur nucléaire mondial.

Le Gouvernement souhaite renforcer encore cette spécialisation d'Areva sur le nucléaire, en lui donnant les moyens financiers de son développement. Et, de ce point de vue, la cession prochaine de l'activité de transmission et de distribution électriques qui procurera des moyens financiers additionnels substantiels à l'entreprise, s'inscrit parfaitement dans cette logique.

Enfin, la France a la chance unique d'avoir d'autres acteurs industriels qui affermissent progressivement leurs positions dans le nucléaire, GDF/Suez, Total. Eh bien, tout cela contribue à renforcer et à crédibiliser notre offre globale.

Alors, évidemment, il ne suffit pas d'avoir les compétences.

Il faut savoir les organiser pour conquérir les marchés et pour offrir le meilleur service aux clients. Sur ce plan, je veux dire qu'il faut être extrêmement pragmatique. Ce qui compte au fond c'est ce que demande le client. Et donc, nous devons adapter la géométrie de l'équipe de France aux demandes qui nous sont faites par nos clients étrangers, de façon à faire, soit des offres combinées, lorsque cela s'avère nécessaire, soit de laisser tel ou tel des membres de la filière intervenir seul lorsque c'est plus efficace.

Nous devons conserver la possibilité de construire et de présenter nos projets au cas par cas.

Je pense que c'est notre force aujourd'hui.

Et ça doit rester notre force demain, et c'est à l'Etat, qui est à la tête de la filière, qu'il incombe d'assurer la cohérence d'ensemble de cette stratégie, pour s'assurer que la France conservera bien la place qui doit être la sienne dans la reprise du nucléaire au plan mondial.

Voilà, Mesdames, Messieurs, le message d'encouragement, d'ambition et de confiance que je voulais adresser aujourd'hui.

Oui, nous avons confiance dans la sécurité que notre technologie nucléaire civile, et nous pensons que l'EPR va encore renforcer cette sécurité.

Oui, nous avons confiance dans la position stratégique que ce secteur garantit à la France.

Oui, nous avons confiance dans les missions d'EDF que la nouvelle direction est appelée à remplir.

Et enfin, nous avons confiance dans notre filière nucléaire et dans toutes les entreprises et dans toutes les équipes qui la composent, et je viens de voir au fond aujourd'hui une superbe synthèse sur ce chantier si impressionnant de Flamanville.

Voilà je suis maintenant à la disposition de la presse pour répondre à quelques unes de leurs questions, sur ce sujet naturellement. Pas la peine de vous le préciser.

François Fillon répond aux questions de la presse

T. Arnaud (BFM TV) : Au-delà du soutien à la filière plurielle et à ses acteurs que vous venez d'indiquer, dans quelles mesures vous apparaît-il nécessaire aujourd'hui de reconfigurer cette filière nucléaire française ? A-t-elle besoin d'un leader clairement identifié, dans cette hypothèse, lequel ? Et de manière plus générale, quelle est pour vous la bonne articulation des relations entre EDF et Areva ?

F. Fillon : Je pensais avoir déjà répondu à cette question. Le leader c'est l'Etat, qui pilote la filière. Ensuite, il y a des acteurs, j'ai indiqué qu'EDF avait un rôle central, compte tenu de son expérience et de son poids dans le monde. Je vous ai aussi indiqué que nous pensions que le modèle intégré d'Areva avait permis à cette entreprise d'obtenir la place de numéro 1 mondial qui est la sienne aujourd'hui et qu'il fallait préserver ce modèle. Naturellement, toutes les structures doivent évoluer. Celle d'EDF vient d'évoluer de façon très importante ; celle d'Areva continuera d'évoluer. J'ai notamment indiqué que nous souhaitons qu'Areva soit concentré sur le domaine nucléaire mais sur l'ensemble de la filière, et c'est pour ça d'ailleurs que nous avons souhaité qu'Areva, notamment pour trouver les moyens d'investissement nécessaire, se sépare d'une entreprise, TNDI, dont la vente va avoir lieu. Voilà, les choses sont simples. Je pense qu'il n'est pas question de jouer au mécano avec une filière qui est une filière d'excellence, il faut simplement que l'ensemble des acteurs soit coordonné, et que nos offres, puisqu'il s'agit pour l'essentiel des questions d'exportation, nos offres soient vraiment adaptées aux besoins des pays. Il y a des pays qui veulent que ce soit EDF qui pilote les choses, dans ces cas-là, ce sera EDF qui pilotera. Il y a des pays qui souhaitent, pour des raisons liées à la structuration de leur propre marché de l'électricité, que ce soient d'autres acteurs qui soient en tête de ligne, eh bien à chaque fois, nous mettrons en œuvre la solution qui correspond à la

demande des clients. Et c'est là qu'on voit que le rôle de la puissance publique est considérable. Il y a des secteurs dans lesquels on voit bien que l'Etat n'a pas de raison de se mêler des questions industrielles, là, nous sommes au cœur d'un sujet stratégique où l'Etat a toute sa responsabilité et toute sa place. Oui, madame ?

Question : Pour le contrat à Abou Dhabi, est-ce que vous pensez que vous pensez que les dernières semaines il y a eu des nuisances ?

F. Fillon : Des quoi...?

Question : ...des problèmes ont été posés pour l'équipe de France, comme vous dites ? Et la deuxième question c'est l'Etat penche pour quelle solution pour la vente de Areva TNDI ?

F. Fillon : Alors je réponds tout de suite à la deuxième question : l'Etat ne penche pour aucune solution. Il y a des offres qui ont été faites, qui sont d'ailleurs toutes des offres de qualité sur le plan financier. Il y a un travail d'expertise qui est en cours, et la décision sera prise au vu de ce travail d'expertise. Sur l'offre d'Abou Dhabi, nous avons travaillé depuis plusieurs mois à améliorer cette offre pour être - comment dirais-je ? - plus en ligne avec la demande de nos clients éventuels. Et comme la compétition est rude, comme il faut le dire, nous vendons un réacteur qui est le meilleur dans le monde, ce n'est pas étonnant que le meilleur dans le monde soit un peu plus cher que ceux qui sont moins bons. Et donc il a fallu d'abord convaincre nos clients que c'était bien le meilleur dans le monde, et ensuite mettre en place une organisation entre EDF, Areva et les autres acteurs, qui soit la plus adaptée possible à la demande du client. Je pense que nous y sommes parvenus, en tout cas que nous en sommes très proches, et j'espère que nous pourrons remporter ce marché. Mais comme vous le savez, nous sommes en compétition dans bien d'autres régions dans le monde.

Question : Pour compléter la question de ma consœur, qui est le chef de file, selon vous, sur les contrats Abou Dhabi ? Et puis, deuxième question, vous n'avez pas évoqué le projet de troisième réacteur EPR en France, vous avez évoqué celui de Penly. Est-ce que le troisième réacteur est toujours d'actualité ou pas ?

F. Fillon : Il y aura un troisième, puis il y aura un quatrième, puis il y aura un cinquième. Simplement, voilà, le deuxième entrera en service en 2017 donc je ne vois pas l'utilité d'annoncer aujourd'hui un troisième réacteur. Mais naturellement, la politique que nous conduisons, vise à créer des capacités supplémentaires et à remplacer au fur et à mesure qu'il faudra le faire les réacteurs existants. Pour Abou Dhabi, on a mis en place un nouveau montage dans

lequel EDF et GDF Suez notamment, ont une place importante. C'est une négociation commerciale. Je pense qu'il faut laisser ceux qui doivent la conduire, la conduire. Oui, madame ?

Question : Est-ce, sur le chantier EPR, à Flamanville, où on est qu'il va y avoir effectivement un surcoût au final avec cette nouvelle date de 2013 ou est-ce que c'est un décalage sans augmentation supplémentaire de la facture ?

F. Fillon : Moi, je ne suis pas le président d'EDF, je ne suis pas le chef de chantier. J'ai dit tout à l'heure ce que l'Etat attendait, c'est que le réacteur soit près en 2012, qu'il commence à produire de l'électricité dans le réseau à partir de 2013. Il n'est pas étonnant que sur ce qui est, au fond, la toute première expérience de construction, avec le réacteur de Finlande, d'un nouveau type de réacteur, il y ait des retards, il y ait des mises au point. Je pense que sur des chantiers de cette complexité, nous sommes en face de situations qui sont finalement assez normales, même si naturellement, je pense que le président d'EDF, comme l'ensemble des autres autorités qui veillent à ce chantier, ne souhaitent pas que je donne l'occasion aux entreprises d'accentuer les retards qui sont déjà suffisamment importants.

Question d'un journaliste de l'AFP : Il y a une polémique en cours autour de la rémunération du patron d'EDF. Les syndicats maison, notamment, disent que si on augmente la rémunération du patron, c'est que l'entreprise est saine, et dans ce cas, il faut augmenter tous les salaires. Quelle est votre réponse ?

F. Fillon : D'abord l'entreprise est saine, je veux vous le dire tout de suite. Deuxièmement, il faut que les choses soient très claires. On a choisi H. Proglia parce qu'on avait besoin, comme je l'ai dit tout à l'heure, de mettre à la tête d'EDF un grand industriel avec une grande expérience. Et la vérité me commande de dire que ce n'est pas H. Proglia qui était candidat à la présidence d'EDF. C'est le Gouvernement qui l'a choisi pour accomplir cette mission. Dans ces conditions, il est parfaitement normal, même si c'est la commission des rémunérations d'EDF qui prendra cette décision, que la rémunération d'H. Proglia soit proche de celle qu'il avait dans ses fonctions précédentes. Encore une question ?

Question : Puisque vous avez mentionné les ambitions de la France pour Copenhague. Successivement, la Chine et les Etats-Unis viennent d'annoncer un certain nombre d'objectifs chiffrés sur lesquels ils étaient prêts à s'engager. Est-ce que ces objectifs vous paraissent de nature à obtenir au bout du compte un accord qui satisfasse les espoirs de la France ?

F. Fillon : En tout cas, c'est un grand progrès que les Etats-Unis désormais acceptent de se fixer des objectifs chiffrés, même si on peut discuter sur le niveau

de ces ambitions, et que la Chine le fasse avec autant de volontarisme. Je pense que c'est le signe qu'en Chine comme aux Etats-Unis, on a pris enfin conscience de la gravité de la situation, et donc, cela me rend plus optimiste naturellement pour la conclusion d'un accord à Copenhague. Même si le chemin jusqu'à cet accord est encore très long. Merci beaucoup Mesdames et Messieurs.